

Communiqué de presse

Paris, le 23 novembre 2025

CONVENTION SUR LES TEMPS DE L'ENFANT : 4 MILLIONS D'EUROS JETÉS PAR LA FENÊTRE

Le **SNALC** a pris connaissance des éléments contenus dans le rapport de la convention citoyenne sur les temps de l'enfant, convention qui a coûté 4 millions d'euros. Tout ça pour ça...

Le **SNALC** rappelle que cette convention était avant tout un élément de communication politique lancé par le président de la République, avec pour prétexte la durée des grandes vacances. Les citoyens ainsi que les jeunes consultés se sont ainsi retrouvés chargés d'une mission impossible : repenser l'ensemble des temps de l'enfant, c'est-à-dire toute la société française.

Le **SNALC** a pris note que les citoyens ne souhaitent pas qu'on isole les unes des autres les mesures qu'ils proposent. Le souci est que le système qu'ils ont inventé est fondé sur des bases fragiles — comme les éternels chronobiologistes qui ont l'air de penser que les enfants sont des horloges et non des êtres humains aux vécus divers. Quand on se couche à 2h du matin après avoir passé 3 heures sur les écrans, on n'a pas de « pic d'attention » à 9h30 le lendemain. Et quand la quasi-totalité des communes sont revenues à la semaine de 4 jours au primaire, il faut arrêter de croire qu'on a les capacités d'organiser une semaine de 4 jours et demi ou 5 jours avec une prise en charge de qualité dans l'ensemble des villes.

L'autre souci est que l'ensemble du rapport est complètement déconnecté de ses conditions de réalisation et du fonctionnement réel de notre pays. Il mélange ainsi remarques de bon sens — sur l'attractivité du métier d'enseignant, le bâti scolaire ou le nombre d'élèves par classe — et réflexions utopiques. Commencer l'école plus tard, la finir plus tôt, avec davantage de pauses, le même nombre de semaines de vacances et des programmes allégés ne va rien améliorer du tout. Tout au plus va-t-on renforcer le marché du soutien scolaire, déjà estimé à plus de 2 milliards d'euros dans notre pays.

Le **SNALC**, qui a échangé sur tous ces points avec le président du CESE et le responsable de la convention, n'est donc pas surpris par le résultat de ce coup de com'. Il regrette profondément que des citoyens et des jeunes aient été instrumentalisés pour le réaliser, et veillera à ce que l'échec prévisible ne soit pas attribué, une fois encore, aux « méchants profs qui ne veulent pas se remettre en question ». Les professeurs se remettent quotidiennement en question, à tel point qu'une grande partie souhaite aujourd'hui changer de métier.

Contact :Jean-Rémi GIRARD, président du SNALC, jr.girard@snalc.fr